

# Tendances & Co

décembre 2014  
n°1

LE BULLETIN ÉCO STRATÉGIQUE TRIMESTRIEL  
Service Affaires économiques et Prospective



## Zoom

### GRIPPE AVIAIRE : quelle menace pour la filière avicole régionale ?

#### INDICATEURS-CLÉS DU TRIMESTRE

##### Indice des prix des produits alimentaires

- production agricole : - 3,6 %
- production agroalimentaire : - 1,7 %
- IPAMPA\* : - 1,3 %
- consommation alimentaire : + 0,3 %

\*Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (mai-août 2014)

##### Commerce extérieur agricole et agroalimentaire

- solde commercial français : 2 261 M€
- solde commercial NPdC : 33 M€

(3<sup>ème</sup> trim. 2014)

##### Cours du baril de pétrole Brent : 64,6 \$

- 30 % sur un trimestre

(11/12/2014)

##### Cotation Euro-Dollar : 1 € = 1,24 \$

- 4,1 % sur un trimestre

(11/12/2014)

##### Croissance du PIB : + 0,3 %

- déficit budgétaire : - 80 Md€  
- 4,1 % du PIB

- dette publique : 2 024 Md€  
95,1 % du PIB

(3<sup>ème</sup> trim. 2014)

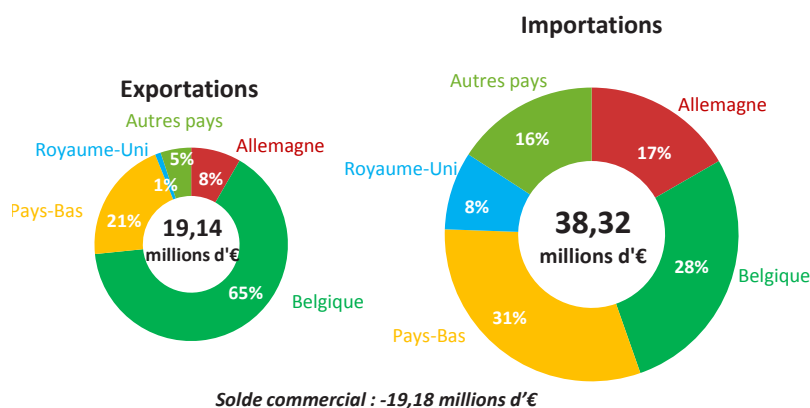
Jusqu'à là limitée à l'Asie, la souche de grippe aviaire H5N8, hautement pathogène pour les volailles domestiques et portée par des oiseaux migrateurs, a été détectée en l'espace de 15 jours en Allemagne, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne. La France semble pour le moment épargnée, mais s'est mise en alerte en renforçant les dispositifs de surveillance vétérinaire, passant le risque de faible à modéré pour les animaux. Le risque pour l'homme est pour l'instant qualifié de minime.

Plus qu'une question de santé publique que les éleveurs français se disent prêts à affronter en raison de protocoles existants et la fin de la période de migration, l'épidémie inquiète les professionnels quant à son impact économique, avec la crainte que d'autres pays producteurs comme les États-Unis et le Brésil, profitent de l'aubaine. Les souvenirs de la crise de grippe aviaire de 2006 sont encore présents, et notamment de son manque à gagner de 300 millions d'euros résultant de pertes de parts de marché à l'export et de la

baisse de la consommation et des cours. En région Nord-Pas de Calais, la filière avicole pèse pour 307 millions d'euros de chiffre d'affaires. Elle est avant tout orientée vers la production, qui représente plus de 80 % des 19 millions d'euros d'exportations et est particulièrement dépendante pour la transformation, correspondant à la quasi-totalité des 38,3 millions d'euros d'importations. La filière régionale est fortement dépendante des 3 pays déjà infectés et de la Belgique, où l'outil d'abattage y est bien plus conséquent. Ces 4 pays représentent à eux seuls 95 % des exportations et 84 % des importations régionales.

Au vu de la structure de la filière régionale et de la progression du virus en Europe, des questions se posent tant par rapport aux pertes potentielles de parts de marché à l'international si le virus arrive en région que vis-à-vis de la recherche d'approvisionnements alternatifs aux partenaires habituels et la possible tension sur les prix avec le retrait des produits infectés.

#### Commerce extérieur de la filière avicole en Nord-Pas de Calais (3<sup>ème</sup> trim. 2014)



Source: Douanes

## CONSOMMATION ALIMENTAIRE : vers un nouveau comportement des ménages ?

Dans les débats sur le difficile retour à la croissance économique en France, la consommation des ménages en berne est pointée du doigt, tout comme le faible investissement des entreprises. Les derniers chiffres le confirment : si l'Allemagne échappe à la récession sur le dernier trimestre, c'est grâce à sa consommation intérieure qui continue de croître. A contrario, en France, la consommation des ménages semble s'être installée dans un nouveau rythme de contraction (-1,4 % sur les 3 derniers mois) où le comportement de dépenses se rationalise. Si l'impact sur les produits alimentaires paraissait jusque là globalement limité comparativement aux autres produits, il semble que la situation évolue.

La fin des années 1990 et le début des années 2000 ont profondément bousculé les habitudes de consommation des Français. Avec l'explosion d'internet, la démocratisation des nouvelles

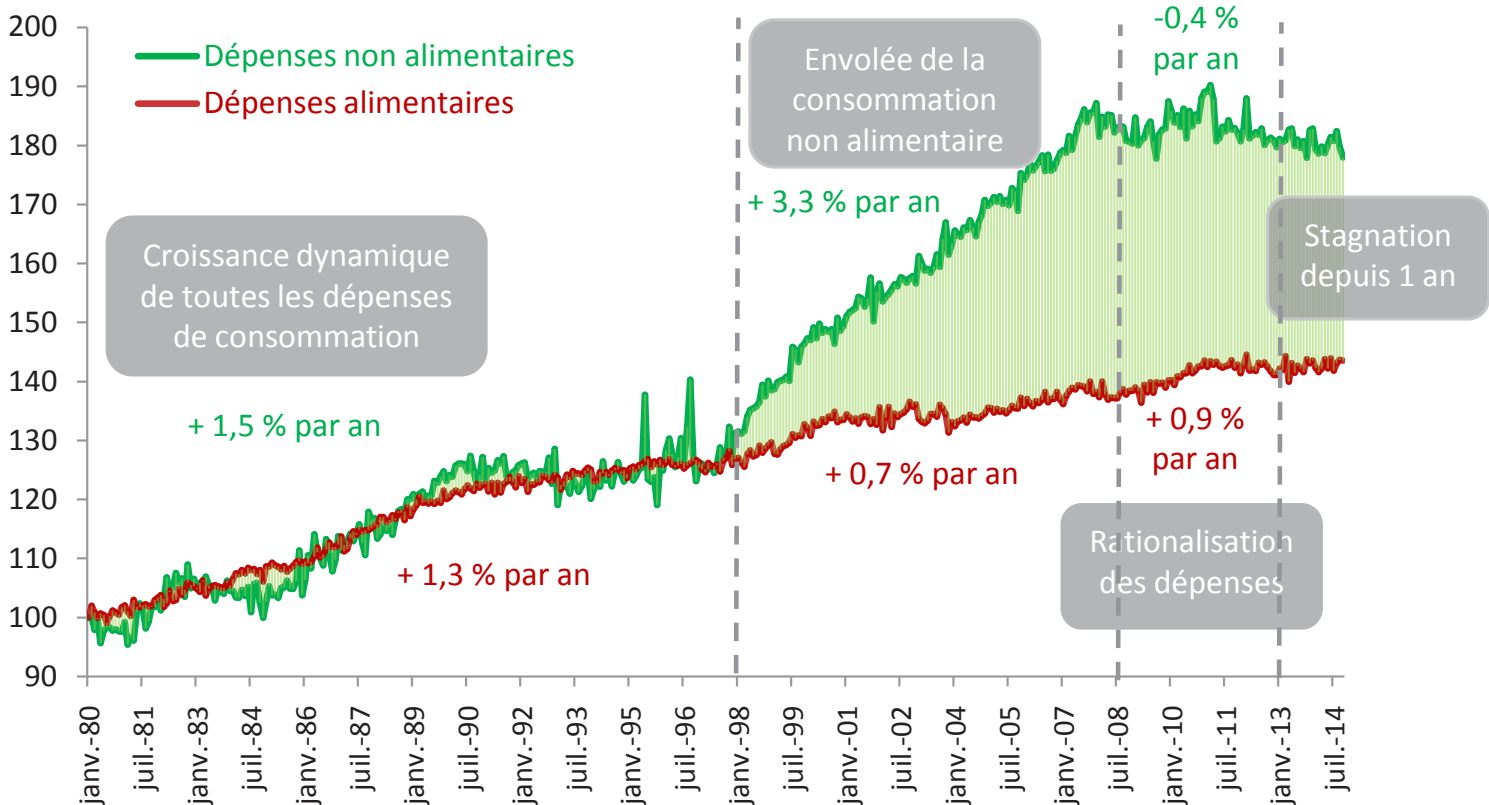
technologies, la baisse des prix qui en résulte et le boom du secteur des loisirs, les dépenses en produits hors alimentaires se sont envolées. **En 1980, l'alimentaire pesait pour 43 % des dépenses des ménages en biens (hors logement). Aujourd'hui, cette part ne s'élève plus qu'à 37 %.** La crise de 2008 a marqué une rupture dans les comportements mais qui, à première vue, impactait faiblement le secteur alimentaire, parmi les premiers postes de consommation dans les temps de crise. Les dépenses en produits non alimentaires sont effectivement apparues comme la première variable d'ajustement des ménages.

Cependant, ce qui pouvait paraître comme du conjoncturel semble s'ancrer dans la structure de la consommation française. **La rationalisation des dépenses touche désormais la consommation alimentaire, en stagnation depuis un an,** et

amène les ménages à repenser leurs priorités de dépenses. Premiers produits à en faire les frais, les viandes connaissent une baisse continue de la consommation depuis la fin des années 1990. Les Français consomment en effet près de 10 % de viande en moins qu'en 1998. La viande de porc semble plus épargnée pour le moment, grâce à ses prix encore attractifs.

Il reste à savoir si la tendance à la stagnation s'installera durablement, ce qui pourrait signifier que le niveau incompressible de la consommation alimentaire est atteint. Ou au contraire, s'il reste encore des marges de manœuvre aux ménages pour réduire leurs dépenses en absence de reprise économique. Le contexte de baisse des prix généralisée, et notamment du prix du pétrole particulièrement importante, pourra peut-être y concourir.

Vers une rationalisation de la consommation  
Évolutions mensuelles des dépenses des ménages (janv.1980-oct.2014, Base 100 en janv.1980)



Note : Les dépenses des ménages présentées ici correspondent aux dépenses en biens (agricoles, industriels et énergétiques) en volume chaîné et corrigées des variations saisonnières  
Source : Insee

## PRIX : l'alimentaire français en déflation ?

Les prix des produits agricoles et agroalimentaires semblent être entrés depuis deux ans dans une nouvelle phase d'évolution qui rompt avec un cycle de croissance globalement observée depuis fin 2009.

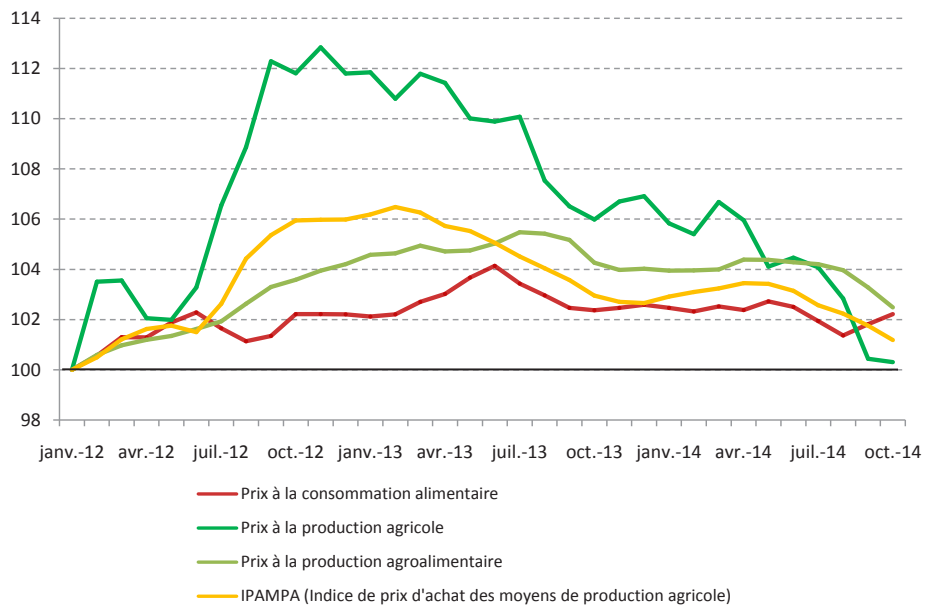
**Les prix à la production agricole, les plus volatiles, sont les premiers à en faire les frais** (-10% depuis fin 2012). Les productions phares de la région sont parmi les plus touchées. L'année dernière, la pomme de terre de conservation valait 220 euros la tonne, elle en vaut 70 aujourd'hui. Les prix des céréales ont également connu une chute libre à partir du début 2014 (-20%). Des rendements records, des productions et des stocks abondants, des conditions climatiques impactant la qualité et une intensification de la concurrence sous fond d'embargo russe sont autant de facteurs expliquant le repli des cours. Une éclaircie toutefois au mois d'octobre avec un redressement (+5,6%), notamment en raison de la baisse de l'euro face au dollar. La filière porcine connaît une situation similaire avec un recul marqué des cours depuis le printemps (-20%).

**Plus étonnant, les prix à la consommation sont également touchés, situation inédite ces dernières années.** Le maintien des prix des produits frais permet de limiter la baisse. Mais hors produits frais, les indices reculent de -0,4% sur 12 mois. Ils sont emportés par une demande nationale

de plus en plus atone, qui intensifie la guerre des prix entre les enseignes de la distribution. Mais la baisse des prix peut pénaliser cette consommation qui peine à repartir. Cela crée de l'attente : les ménages comptent sur une nouvelle baisse à venir. Et les entreprises dont les prix baissent ne sont pas incitées à embaucher.

Étonnant également, **la France est un cas unique** en Europe puisque chez ses voisins, l'inflation, certes ralentie, reste positive (0,4% en Italie, 0,5% en Espagne ou encore 1,8% en Allemagne). Quant aux prix à la production agroalimentaire, ils s'engagent aussi sur cette pente déflationniste.

Une baisse des prix qui se généralise en 2014  
Évolution des indices de prix (Base 100 en janv.2012)



Source : Insee

## FILIÈRE PORC : une conjoncture pesante

La filière porcine régionale semble ces derniers temps cumuler les problématiques. **Aux effets structurels qui tendent à diminuer l'appareil de production et de transformation** (diminution du nombre d'élevages, disparition d'abattoirs

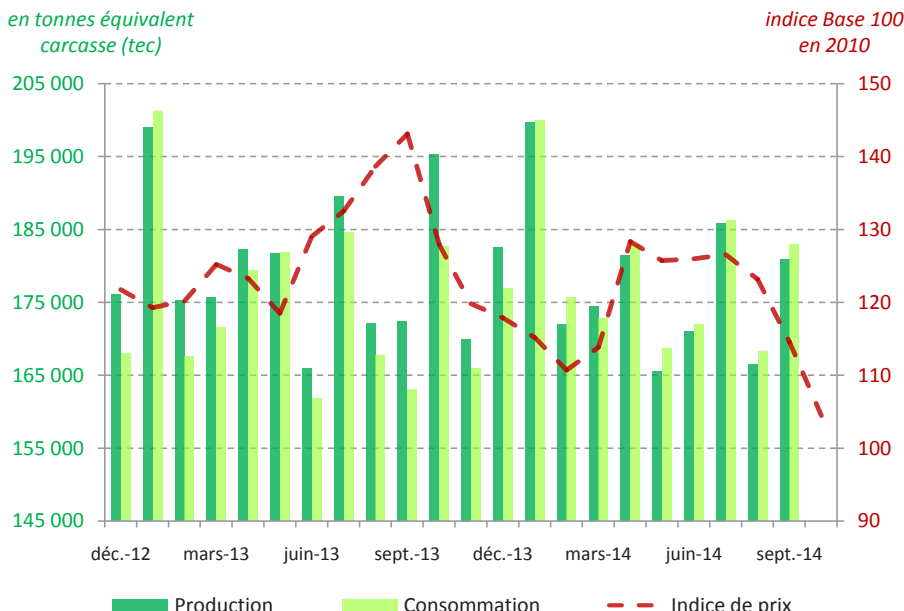
régionaux face à la concurrence des pays voisins), s'ajoutent des facteurs conjoncturels qui augmentent les pressions sur les éleveurs. L'embargo russe, la chute des cours depuis le printemps (-20%) ou encore la baisse des financements

auprès des groupements de producteurs pèsent et inquiètent.

Si le contexte est peu encourageant, il n'y a toutefois pas que des ombres au tableau. **Sur le plan international, la fermeture du marché russe a permis à l'Europe de développer de nouveaux débouchés dans les pays asiatiques** (+23% pour les achats sur les 8 premiers mois de l'année), se tournant vers de nouveaux partenaires face au cours élevé du porc américain. Mais pour le moment, la perte en France n'est pas comblée : ses exportations ont diminué de 12% entre janvier et août.

**La chute des cours pèse sur la production, mais elle profite à la consommation.** La viande de porc reste un des seuls produits alimentaires pour lesquelles les dépenses de consommation ne diminuent pas et son prix attractif séduit encore les ménages. Depuis le début de l'année, la consommation française dépasse la production nationale, inversant la tendance jusque là observée. Le recours à l'exportation peut donc paraître moins important pour les producteurs, un point positif au vu du contexte international actuel. Les prochains mois nous diront si la hausse de la demande permettra de renverser la baisse des cours et de stimuler l'offre régionale et nationale plutôt que de développer le recours à l'importation.

Une chute des cours mais une consommation en hausse  
Évolution comparée de la production, de la consommation et de l'indice des prix dans la filière



Sources : Agreste - SAA ; Insee



## Agroalimentaire

**Sanders, leader dans la nutrition animale, investit 7 millions d'euros** sur son site de fabrication d'aliments à Landrecies dans l'Avesnois avec pour objectif de doubler la capacité de production (200 000 tonnes par an) et d'augmenter la productivité de 25 %. Ce projet s'inscrit dans la lignée du plan d'investissement de 15 millions d'euros sur 3 ans. Sanders est une marque centenaire du Pôle animal du groupe Sofiprotéol.

**Elivia, n°2 français de la viande bovine, se rapproche de l'Irlandais Dawn Meats.** Propriété de la coopérative Terrena, dont un des abattoirs est basé à Noeux-Les-Mines (2<sup>ème</sup> abattoir de viande bovine de la région avec 15 650 tonnes en 2013, derrière Bigard), Elivia se rapproche du n°2 de la viande rouge en Irlande et au Royaume-Uni. Dawn Meats projette de prendre une participation initiale de 49 % du capital évoluant jusque 70 % en 2019.

**Tereos, 1<sup>er</sup> fabricant de sucre français et 5<sup>ème</sup> mondial, lance une activité de négoce et de distribution** avec pour but de détenir 15 % du marché mondial d'ici à 2020. La filiale, Tereos Commodities, sera basée à Genève, une des deux grandes places mondiales avec Londres pour le négoce du sucre

**Lancement du label agroalimentaire « relations fournisseurs responsables »,** le 6 novembre par le médiateur national des relations inter-entreprises, attestant des relations durables et équilibrées entre distributeurs, industriels, coopératives et fournisseurs.

## Conjoncture économique

**Un rebond de l'économie française en trompe l'œil ?** Le faible investissement des entreprises freine la reprise tant attendue en France (prévisions des industriels pessimistes pour la fin de l'année : jusqu'à -8 % d'investissements dans l'agroalimentaire). Situation similaire pour la contribution négative du commerce extérieur : malgré la baisse de l'euro face au dollar, les importations ont progressé plus vite que les exportations. Seules éclaircies : la production industrielle qui s'est redressée au 3<sup>ème</sup> trimestre et la baisse continue du prix du pétrole qui pourrait booster la consommation.

**Climat des affaires en NPDC : la fin de l'année s'annonce difficile.** Interrogés par la CCI de Région, les dirigeants du Nord-Pas de Calais tablent sur un repli de leur activité pour la fin de l'année et gèlent les embauches et les investissements.

**Créations d'emplois en NPDC.** Pour la première fois depuis trois ans, la région renoue avec les créations d'emploi (+ 0,2%), grâce au dynamisme de l'intérim : + 2 000 emplois temporaires dans les secteurs concurrentiels, un niveau sans précédent depuis 4 ans.

## International

**Le marché égyptien, un potentiel de développement pour la filière céréales régionale ?** De plus en plus dépendante, l'Égypte cherche de nouveaux fournisseurs pour répondre à son essor démographique et diversifier ses partenaires. Ce pays est déjà le 3<sup>ème</sup> partenaire de la filière régionale (derrière la Belgique et l'Algérie) en pesant pour 153 M€ d'exportations de céréales.

**Assouplissement de l'embargo russe :** la Russie a annoncé la reprise de ses importations de sous-produits animaux en provenance de certains pays européens, dont la France, et également de bovins vivants français, suite à un accord Paris-Moscou.

## Biocarburants

**Signature des contrats de construction des unités de démonstration de BioTfuel.** Le site Total de Dunkerque est l'un des deux sites retenus pour la construction de ces unités dont l'exploitation est prévue à partir de 2017. Le recours à la biomasse lignocellulosique (bois, paille, résidus végétaux) permettra de compléter l'offre actuelle en biocarburants de première génération (sucre, amidon, huiles végétales).

## Transport et logistique

**Extension du port de Béthune :** La CCI Artois et VNF prévoient un agrandissement de 140 mètres du quai fluvial et l'aménagement de 3 zones spécifiques destinées aux activités « céréales / coproduits », « granulats » et « recyclage ». En 2013, le trafic fluvial agricole et agroalimentaire représente 1 million de tonnes en région.

## Filières

**Production de porcs sans antibiotique :** L'industriel danois Danish Crown lance une production expérimentale de « porcs charcutiers sans antibiotiques » afin d'évaluer les coûts pendant les phases d'engraissement et de naissance. En France, le groupe coopératif Coopel commercialise depuis juin des produits

de porcs élevés sans usage d'antibiotiques, à partir de la fin du sevrage.

**Viandes :** le Brésil lance des grandes opérations de développement. Le Brésil, 2<sup>ème</sup> producteur et 1<sup>er</sup> exportateur mondial, devrait doubler sa production de viande bovine grâce à une rapide intensification de ses modes d'élevage (feedlots) d'ici 2023 passant à 9 millions de têtes. Parallèlement, deux géants de la filière se renforcent : JBS leader dans les viandes bovine et porcine, rachète Big Franco, un des grands du secteur avicole, et BRF, parmi les 1<sup>ers</sup> exportateurs mondiaux de viande de poulet, a annoncé l'ouverture aux Émirats Arabes Unis de la plus grande usine de produits alimentaires transformés (investissements de 160 millions de dollars).

## Nouvelles technologies

**Campus pour l'agriculture numérique à Orléans :** Création d'un campus qui réunira des acteurs-clés des techniques numériques pour l'agriculture (entreprises, laboratoire, spécialistes de la modélisation) avec pour objectif de développer des techniques pour optimiser la sélection variétale, la conduite des cultures et la prévision des récoltes (rendements).

## Grande distribution

**Du 100 % français sur les étales :** Carrefour et Légumes de France ont signé une charte le 14/11 dans laquelle Carrefour s'engage à mettre du 100 % français sur ses étales de légumes d'hiver. Légitimité des accords d'achats entre enseignes : L'Autorité de la concurrence rendra son avis au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2015 sur les accords d'achats groupés de septembre et octobre 2014 entre enseignes de la grande distribution. a prévision des récoltes (rendements).

## Installation

**Un budget de l'État en hausse pour accompagner l'installation :** L'État s'engage à un financement de 18,5 M€ en 2015 et 17,5 M€ les années suivantes. Des aides qui permettront peut-être de stimuler les installations des jeunes, en hausse, mais pas encore suffisantes pour compenser les départs en retraites, selon les derniers chiffres de la MSA.

Sources statistiques

prixdubari.com ; BCE ; Boursorama ; Insee ; Ministère de l'Économie ; Douanes ; FranceAgriMer ; Agreste

Pour en savoir + : **Note de conjoncture mensuelle Agreste Nord-Pas de Calais ; Notes Filières de FranceAgriMer ; Note de conjoncture trimestrielle de l'Insee Nord-Pas de Calais**

Contact : **Hélène Grandclaudon, service Affaires Economiques et Prospectives**  
helene.grandclaudon@agriculture-npdc.fr - 03 20 88 67 41

Réalisation : **Service communication de la Chambre d'agriculture de région du Nord-Pas de Calais, CF 2014/040 décembre 2014**



**AGRICULTURES  
& TERRITOIRES**

**CHAMBRE D'AGRICULTURE  
REGION NORD-PAS DE CALAIS**